

ANTIRESSE

N° 268 | 17.1.2021

Embrassement U. S.

Au-delà de la guerre...

Capitole ou Bastille?



Observe • Analyse • Intervient

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Amérique: pyromancie de l'embrassement

L'AMÉRIQUE EN CE DÉBUT D'ANNÉE DONNE LE SPECTACLE DE TOUS LES EXCÈS, DE TOUTES LES VIOLENCES. DE CE CHAOS, POURTANT, ÉMERGENT DES DESTINÉES ET DES SIGNES. ENTRE LES SOMMETS DU SUCCÈS TECHNOLOGIQUE ET LES BAS-FONDS DE LA HAINE, LES CONTRASTES SONT IRRÉELS.

La pyromancie est l'art de lire les signes du feu.

On n'arrive même plus à *visualiser*, le 20 janvier prochain, l'inauguration du nouveau président au milieu de ce tumulte. Président de quoi? se demandera peut-être le vieillard fatigué. Président de quoi? se demandent aussi les observateurs les plus aigus. La question n'est pas absurde. Pilotés par une élite financière hermétiquement isolée de la

réalité, profondément divisés par des haines féroces, les États-Unis sont le théâtre d'un coup d'État multiforme et bien antérieur au 6 janvier(1) qui menace de les anéantir. Ce pays qui vacille au bord de la guerre civile reste pourtant le continent des grandes espérances et des grandes hallucinations, une terre où — à la différence de l'Europe au bois dormant — l'épopée humaine n'a pas fini de résonner.

1. LA PLUS GROSSE FORTUNE AU MONDE REPOSE SUR UN SONGE

Le 7 janvier 2021, Elon Musk a été proclamé homme le plus riche du monde. A cette même date en 1943 — jour de Noël orthodoxe — Nikola Tesla mourait seul et démuné dans un hôtel new-yorkais.

La fortune de Musk est essentiellement constituée d'actions de *Tesla*. Son auto à piles est devenue la marque automobile la mieux cotée du monde, malgré un volume de production quasi confidentiel en comparaison de la concurrence. La compagnie ne verse pas de dividendes, elle réinvestit tout. Les actionnaires de Tesla ne mettent pas leur argent dans une source de revenu, ils le mettent dans un rêve, au mieux un pari. Le pari

que la voiture électrique est l'avenir de la mobilité individuelle. A moyen terme au moins.

LE PARI ÉLECTRIQUE

D'emblée, nous butons sur deux inconnues colossales. 1. La voiture électrique est-elle viable? 2. La mobilité individuelle motorisée *en soi* a-t-elle un avenir? A cette dernière question, lorsqu'on voit les projets des malthusiens globalistes-gnostiques qui nous promettent le «*Great Reset*», on peut penser que non. Et pourtant, l'action Tesla ne fait que grimper. On songe à une gigantesque escroquerie, à la bulle de la startup



Theranos d'Elisabeth Holmes, multipliée par mille(2).

Comment expliquer cette hallucination?

A son stade actuel, la voiture électrique comme moyen de transport de masse apparaît comme un leurre. Des études ont suggéré que son bilan «écologique», entre la fabrication, le problème de la composition et du recyclage des batteries, le réseau d'alimentation et la production de l'électricité nécessaire pour les mouvoir, n'était pas plus brillant que celui des voitures thermiques.

La Chine se veut pionnière dans le domaine. Des dizaines de marques du marché intérieur ne produisent que du véhicule électrique et l'on n'entend plus rien vrombir dans la cité-vitrine de Shenzhen. Un technocrate, à Shanghai, m'avait fièrement fait remarquer combien les métro-

poles chinoises étaient devenues plus propres depuis la révolution des véhicules à piles. Lorsque je lui ai demandé d'où venait l'énergie pour les faire rouler, il a poliment éludé la question. Elle provient de centrales géantes qui, quoi qu'elles brûlent, posent d'énormes problèmes à l'environnement.

Il en va de même en Europe, où la propre Allemagne subventionne ses éoliennes en défonçant le sol du continent à la recherche de charbon. Qu'elle fait d'ailleurs brûler plutôt dans les centrales thermiques d'Europe de l'Est qu'elle a rachetées: ainsi l'air est meilleur à Munich et à Strasbourg. Remplacer l'essence par la batterie, c'est évacuer la puanteur du centre vers la périphérie.

En plusieurs régions du monde — notamment, ces temps-ci, dans l'ouest de la Serbie(3) qui recèlerait

les plus grandes réserves de lithium — la ruée vers les métaux rares provoquée par la nouvelle industrie met en péril des paysages fragiles. Les batteries ne polluent pas : elles sont une pollution en soi. Les foreuses et les bulldozers n'attendent que le feu vert de politiciens corrompus pour transformer des forêts et des vallées paradisiaques en gravières.

Pendant ce temps, comme si de rien n'était, la Russie investit plus de 110 milliards de dollars dans l'exploitation des hydrocarbures de l'Arctique. Le projet «Vostok» comprend la construction d'un aéroport et de deux cités industrielles. On n'engage pas de tels moyens en croyant que la voiture à essence sera éliminée en 2030, comme le promettent les bobos de France et de Suisse. Lesquels s'affairent *en même temps* à démanteler leur parc nucléaire. Ne leur restera plus qu'à monter des éoliennes sur le toit des trains.

UN GARÇON QUI IRA LOIN. TRÈS LOIN.

Bref, le succès de Musk repose sur l'une des dissonances cognitives les plus spectaculaires du XXI^e siècle, qui n'en manque pas. L'explosion de sa marque est si burlesque qu'il s'est permis de la décoter tout seul, par un simple tweet: «L'action Tesla est trop haut amha» — et crac: 14 milliards de chute en bourse au printemps. Dans la même file de confessions twittées, l'étrange industriel avait déclaré vouloir se débarrasser de tous ses biens matériels et criait sa «rage, rage, contre le dépérissement de la lumière de la conscience».

Les élans mystiques de son fondateur n'ont pas empêché l'action Tesla de grossir de 743% en 2020 et de crever le plafond des 700 milliards de dollars en ce fatidique 7 janvier.

Elon Musk n'a pas le temps de penser aux trous béants de sa cavalcade boursière. Il est au-delà de ces contingences, sur Mars ou dans la Lune. La commercialisation de son programme spatial SpaceX n'est déjà plus qu'une étape, un marche-pied vers l'ailleurs absolu. Il est par ailleurs imperméable à la bondieuserie politiquement correcte du monde de la *tech*, et réfugié de fraîche date au Texas, tenant la Californie pour un État précommuniste. Son compte Twitter est l'un des plus passionnants à suivre, avec, peut-être, celui de James Woods. Car, à la différence des oligarques de la Silicon Valley à l'âme vide et aux yeux vitreux, Musk est un personnage.

Musk n'a plus de domicile, ne perçoit pas de dividendes de ses actions et traîne une dette personnelle de plus de 500 millions malgré sa «valeur nette» inimaginable de presque 200 milliards. C'est un virtuose de la dette, un véritable *Baron de l'écluse* de l'économie virtuelle: il n'a pas de quoi payer son plat du jour mais il mange à crédit, fort de l'attraction hypnotique de ses folles entreprises.

Après de lui, le précédent méganabab, Jeff Bezos, apparaît comme un capitaliste-négrier à l'ancienne, avec ses sueries, ses stocks et ses milliards de cash.

Le prestige de Musk ne serait-il

qu'un château bâti sur du vent? Pas tout à fait. Encore une fois, tout son univers est tracté par un treuil projeté vers l'avenir. Un avenir qui *doit* remplir les folles hypothèses dont est fait son présent — et qui *charment* les investisseurs comme le fakir charme les serpents. Pour cela, il n'a qu'une option: déchiffrer les intuitions les plus profondes de son modèle: Nikola Tesla.

LA LUMIÈRE DE LA CONSCIENCE

Nikola Tesla n'avait pas non plus de maison ni de fortune. Tout ce qu'il gagnait était réinvesti dans ses recherches. Il était excentrique, minutieux, criblé de dettes et perclus de phobies, craignait les microbes et adorait les pigeons. Ses inventions, il les *voyait* dans son esprit jusqu'au moindre détail et ne faisait que transcrire sur papier des systèmes qui marchaient souvent du premier coup, comme sa fameuse bobine. Nous lui devons — rien que ça — le courant alternatif, mais également le premier sous-marin radiocommandé, l'anticipation du téléphone portable, la téléportation de l'énergie (que personne n'a su reproduire), le sonar et peut-être même quelques innovations ultérieures pillées dans son patrimoine de magicien qu'il ne s'était jamais soucié de protéger convenablement. Il n'avait pas le temps de penser à ça, lui non plus.

Tesla fils de Milutin, prêtre ortho-

doxe, était spiritualiste et profondément croyant, patriote et Terrien sans frontières. Dans une lettre à une enfant, il expliquait que l'électricité était produite par la main de Dieu caressant la fourrure du chat-monde. Il croyait à la dignité de l'homme. Il était sur le point, affirmait-il, de découvrir l'énergie illimitée et gratuite de l'«*éther*». Ses penchants altruistes l'ont sérieusement mis à mal avec ses mécènes et investisseurs.

L'énergumène Musk, après avoir fait le tour de la planète «*Business*», rêve de conquérir l'espace ou de tout donner aux œuvres. Par-delà les années — mais le temps est relatif — Musk s'est spirituellement associé avec Tesla. Devenant de plus en plus frénétique et donc de plus en plus proche du grand visionnaire. Ne lui manque pour réussir que cette pierre philosophale qu'il cherche de toute évidence: l'accès à l'énergie universelle, qui n'est peut-être que l'autre nom de la grâce divine. Ce sera le seul moyen d'humaniser cette industrie de l'exploitation et de la folie qu'il contribue à étendre sur terre et d'arrêter le *dépérissement de la lumière de la conscience*.

Faute de quoi, l'accession de cet illusionniste sur le trône de l'homme le plus «*riche*» du monde n'aura fait qu'illustrer la mythomanie délirante d'une économie pilotée par la valeur boursière.



2. LE MONDE VIRTUEL N'A PLUS BESOIN DE VOUS

Pendant ce temps-là, l'impeachment concret du président en exercice n'est pas venu du congrès mais de la Silicon Valley. Aucun vote ne fut nécessaire! Les geeks de Californie ont désormais droit de vie et de mort sur le personnel politique. Ils ont fermé les comptes du président en exercice et promis de ne pas s'arrêter là. Enivré par sa puissance, l'e-taliban à l'anneau nasal, Jack Dorsey de chez Twittler, a annoncé la poursuite de la purge. La censure de Trump n'est que le début.

De fait, les événements ont «contraint» les patrons des réseaux sociaux à «tomber le masque» de l'impartialité à laquelle leur statut fiscalement privilégié (le fameux article 230) les obligeait. Comme l'écrit un des gourous de la société virtuelle, Will Oremus, «l'extrémisme de Trump a obligé les compagnies de la tech à renoncer à leur

prétention à l'objectivité politique — pour le moment». (Je souligne le mot «prétention».) C'est la fin du «point de vue de nulle part des réseaux sociaux». Autrement dit, les utilisateurs sont désormais avertis qu'ils logent sur des plateformes politiquement orientées où, selon leurs opinions, certains sont les bienvenus et d'autres non.

Le mépris et l'arrogance mégalomane des milliardaires donneurs de leçons sont-ils les meilleurs moyens de traiter le populisme excédé qui est allé «prendre la Bastille» le 6 janvier? Leur censure a été largement condamnée dans le monde. La jubilation une fois passée, même le très démocrate *New York Magazine* s'est demandé si «déplatformer» (*to deplatform*) la droite était la bonne chose à faire. Non, évidemment, pour des considérations de légalité, de respect d'autrui

ou de liberté d'expression, mais par un simple raisonnement policier: la peur que les «extrémistes» se dispersent dans les réseaux clandestins et deviennent ainsi incontrôlables. Sur Facebook et Twitter, on les avait à l'œil et, comme dit le proverbe, chien qui aboie ne mord pas. En jargon académique: «Il n'y a pas toujours de corrélation directe entre le degré de radicalité publique en ligne et le degré de violence qui en résulte dans le monde réel.» Et l'étude conclut: «La lutte contre les attaques extrémistes exige une approche intelligente, basée sur des données, plutôt qu'une fixation réflexe sur des solutions myopes à court terme.»

C'est à peu près le point de vue le plus «compréhensif» qu'on puisse trouver dans le mainstream à l'égard des 75 millions de «séditieux» fidèles au général Trump... et pourtant l'on croirait lire un traité de contre-insurrection de la Gestapo! Contre quelle insurrection? Durant toute l'année 2020, les émeutes BLM qui ont mis à sac les villes n'ont jamais suscité de commentaires aussi déshumanisés, pas même à droite.

À l'inverse, la population redoutée s'est pour l'essentiel tenue remarquablement tranquille, bercée par la geste de *Q Anon*, le conte naïvement crypté d'une opération secrète contre l'État profond. «On ne peut pas empêcher ce qui arrive. Tout se déroule selon le plan, même si les apparences sont contraires... » Tel est en substance le message *eschatologique* diffusé dans ces milieux

«extrémistes» depuis plusieurs années, assaisonné de coups de théâtre annoncés: arrestations massives de pédophiles, saisies d'ordinateurs, fusillades entre services rivaux quelque part en Allemagne, satellites italiens, compromissions suisses, reprise en main militaire, coupure des réseaux — et le bouquet: l'arrestation *en masse* de l'élite pédo-criminelle démocrate lors de l'investiture de son vieillard corrompu et palpeur. «Vous n'avez rien à faire, restez chez vous et savourez... » Ce qu'ils ont fait, à l'exception des oies piégées pour la photo au Capitole le 6 janvier.

Canular colossal? Opération *psy*? Épopée de l'inconscient collectif? Le phénomène *Q Anon* sera un mystère passionnant à étudier. Mais on aura tort de ne voir dans ses disciples que des extrémistes et des abrutis. Il canalise, bien au-delà des États-Unis, une rancœur populaire jamais vue, une épouvante proprement métaphysique à l'égard du système d'iniquité qu'est devenue notre société et de ceux qui en profitent. La légende de Trump en chevalier blanc recouvre un appel plus profond — et plus *ontologique* — que tout ce que notre époque moderne a connu: l'espérance du Jugement dernier. Que feront ces gens une fois que la voix clandestine de *Q* et celle, publique, de Trump, se seront tues?

LE GRAND DÉNOUEMENT

Sur ce terreau de vindicte et d'étermination, pourtant, la vie continue de fleurir. Le texte de Bari Weiss

sur «Le grand dénouement» est l'un des textes de témoignage, et même de littérature, les plus émouvants venus d'Amérique que j'aie lus ces dernières années.

Bari Weiss est cette jeune journaliste juive et libérale devenue mondialement célèbre pour avoir démisionné du *New York Times* en 2020 à cause du climat délirant de censure qui y sévissait. Depuis, comme beaucoup d'autres dissidents, elle a créé son propre journal épistolaire sur Substack.

Bari commence par un hommage appuyé à son ami Robby George, «l'un des plus importants intellectuels catholiques de notre époque». Professeur à Princeton, Robby est «un amoureux du grand vin, un merveilleux écrivain, un parfait gentleman et l'un des opposants les plus éloquents au mariage gay dans le pays». Or justement, Bari s'apprête à lui envoyer une invitation à laquelle, sans doute, Robby ne se rendra pas: à son mariage avec une femme. Et elle trouve cela normal. Pourquoi imposer sa morale et ses principes de vie à qui n'en veut pas?

De là, Bari Weiss détricote tout le système de déshumanisation mis en place dans l'espace public américain à l'égard de ceux qui ne pensent pas droit. Tout son texte, comme chez Simone Weil, respire l'humanité la plus profonde, la plus inconditionnelle, et en même temps l'intelligence du moment. Je lui laisse le dernier mot pour ce diagnostic de la folie Amérique qui peut s'étendre à toute la sphère humaine en ce début 2021:

La métaphore du dénouement est assez vraie, mais elle ne rend pas compte de la prise de contrôle et de la force inimaginable des nouveaux pouvoirs qui ont remplacé les anciens. Mon ami David Samuels l'a qualifiée d'âge des machines et je pense qu'elle est juste.

«Les machines nous ont mangés», écrivait-il dans *Tablet* le mois dernier. «Nous sommes tous atteints de la même maladie, qui nous est transmise par les agents d'une oligarchie monopolistique — qu'ils se présentent comme les propriétaires de grandes entreprises technologiques ou comme les classes professionnelles qui dépendent de ces entreprises pour leur richesse et leur statut en déclin, ou comme des militants de la politique d'identité, ou des bureaucrates de la sécurité. Les lieux où ces vecteurs convergent constituent la nouvelle idéologie, qui est régulée par des machines; les lieux en dehors de ce discours sont figurés comme des menaces, et sont amenés à disparaître des écrans et des résultats de recherche, à la faveur des mêmes technologies que celles utilisées en Chine.»

Les machines ont mangé Ashli Babbitt, la vétérane de l'armée de l'air de 35 ans et électrice d'Obama qui s'est glissée dans les recoins de la toile MAGA et a suivi le chant des sirènes de Q jusqu'à la capitale avant de se vider de son sang pour le président dans la maison du peuple.

Les machines ont mangé l'ancien champion de Jeopardy ! et gourou gauchiste sur Twitter Arthur Chu, qui a écrit que Babbitt était «un tas de viande qui bougeait, parlait

et agissait comme une personne et qui s'est arrêté de bouger, et ne pouvait donc plus tromper les gens en leur faisant croire qu'elle était l'un d'entre eux». Ainsi parle-t-il de sa mort: «Vous devriez vous sentir moins mal qu'en abattant un animal enragé.»

Lorsqu'une personne à épinglette bleue traite ouvertement un autre être humain, un concitoyen, de «tas de viande», vous devriez être très inquiet de ce qui va suivre.

Vous pouvez vous déconnecter. Vous pouvez verser dans les hallucinogènes, l'astrologie ou les huiles de bain trop chères. C'est ce qu'il y a peut-être de plus sage à faire. Mais toute la précaution du monde ne vous empêchera pas de vivre à l'époque où vous et moi sommes nés.

Je pense que le conseil de David est sage: «La bonne nouvelle est que les événements les plus importants de ma vie, et de la vôtre, auront toujours lieu dans un rayon de trois mètres autour de nous. Comme l'ont dit les Beatles, tout ce dont vous avez besoin, c'est d'amour. Alors, essayez d'être gentil, et évitez de faire des déclarations générales sur de grandes catégories de personnes. Donnez de la nourriture à ceux qui ont faim. Dites à vos enfants que vous les aimez. Et s'il vous plaît, quoi que vous fassiez, n'adoptez aucun programme radical qu'on vous propose pour remédier aux injustices historiques, parce que les victimes de l'histoire sont déjà mortes — et que bientôt, il y en aura beaucoup d'autres.

J'entends même d'ici le bruit des moteurs qui chauffent.»

Je les ai entendus très fort ce week-end.

Maintenant, ces machines, actionnées par des personnes qu'aucun d'entre nous n'a élues, ont entamé une guerre ouverte contre nous.

LA BIFURCATION

Ces deux récits américains, la mise en orbite d'Elon Musk et la guerre d'extermination idéologique, sont deux aspects marquants d'une réalité jamais vue. L'enjeu est impensable. Nous voici arrivés à une bifurcation d'où notre existence sur terre peut se poursuivre comme une histoire humaine ou comme un système biotechnologique. Comme une confrontation dramatique avec les conditions objectives de la vie sur terre ou une agonie bercée par les récits d'une réalité virtuelle. Les situations et les protagonistes, désormais, ne devront être lus que comme des allégories et des symboles. Sous peine de ne rien comprendre à ce qui nous arrive.

NOTES

1. Voir «USA: au pays du réel ubérisé», A258; «Les Oies du Capitole», Antipresse 267.
2. Voir «Le coup d'État technologique», AP231.
3. La licence pour l'exploitation du lithium est aux mains de Rio Tinto, l'une des compagnies minière les plus mal famées au monde.



ENFUMAGES par Eric Werner

Au-delà de la guerre totale

LE MONDE QUE NOUS CONNAISSONS SE DÉCOMPOSE DE JOUR EN JOUR. LES CRAQUEMENTS SE SUCCÈDENT EN CASCADE. C'EST UNE GUERRE TOUTS AZIMUTS CONTRE LA LIBERTÉ HUMAINE. AU MOINS LA LIGNE DE FRONT EST-ELLE DÉSORMAIS TRÈS CLAIRE...

L'art politique ressemble de plus en plus à l'art militaire. Ils se chevauchent d'ailleurs souvent l'un l'autre, comme on le voit aujourd'hui aux États-Unis, avec ce triomphe éclatant et sans partage de l'État profond, qui concentre désormais entre ses mains tous les pouvoirs: non seulement, comme jusqu'ici, le pouvoir réel (police secrète, médias, GAFAs, etc.), mais également le pouvoir apparent (qui, quoiqu'on en dise, a quand même aussi son importance). On ne s'attardera pas ici sur le sort des perdants. Pour paraphraser Le Carré dans un de ses romans, survivre est aujourd'hui une question de chance. On se rend compte avec le recul qu'en décidant, comme il l'a fait il y a quelques années, de demander l'asile

politique à la Russie, Edward Snowden a probablement fait le bon choix.

FAIRE FEU DE TOUT BOIS

En 1933, deux mois à peine après la prise de pouvoir en Allemagne par les nazis, un jeune Néerlandais proche de l'ultra-gauche, Marinus van der Lubbe, s'introduisit dans le bâtiment du Reichstag, le Parlement allemand, pour y allumer un incendie. Hitler en profita aussitôt pour liquider en Allemagne toute espèce d'opposition, en même temps que pour ouvrir ses premiers camps de concentration. Comme on ne prête qu'aux riches, les complotistes de l'époque l'accusèrent d'avoir lui-même allumé ou fait allumer l'incendie du Reichstag. Mais c'étaient des complotistes.

De même, aujourd'hui, beaucoup accusent l'État profond américain, qui n'a naturellement rien d'une dictature, de ne s'être que très mollement opposé à l'irruption, le 6 janvier dernier, d'éléments pro-Trump en l'enceinte du Capitole, ce «temple de la démocratie», comme on le répète en boucle. Il en laissa même certains mettre leurs pieds crottés sur le bureau de Nancy Pelosi, la présidente. L'incendie du Reichstag, à côté, c'était peu de choses. On se demande même comment on peut faire la comparaison. L'État profond laissa donc faire, mais pas complètement non plus quand même, puisqu'une femme trentenaire, ancienne militaire, fut purement et simplement abattue par la police, alors qu'elle tentait de franchir une porte. Personne, bien sûr, ne s'en indigna: n'est pas George Floyd qui veut.

Dans le même contexte, on pourrait aussi citer le coup d'État manqué de 2016 contre notre fidèle allié, le président Erdogan, coup d'État qui lui servit de prétexte pour jeter en prison plusieurs milliers d'opposants, en même temps que pour épurer son administration. Je ne suis pas en train de dire que ce pseudo-coup d'État a été l'œuvre d'Erdogan lui-même, je me borne à attirer l'attention sur le fait qu'il est peut-être de bonne politique, quand on aspire à la domination totale, de traiter ceux y faisant obstacle de factieux, quand ce n'est pas de conspirateurs. Observons au passage que c'est ainsi de plus en plus que procèdent les pouvoirs en place. Ils projettent sur le vis-à-vis des accu-

sations qui, en fait, pourraient légitimement s'appliquer à eux-mêmes: «factieux», bien sûr, mais aussi «fascistes», «populistes», «complotistes», la gamme entière, sans oublier bien sûr les «discours de haine». Mme Pelosi et ses pareils n'éprouvent naturellement aucune haine.

CENSURER OU ESPIONNER? IL FAUT CHOISIR

Bref, le modèle est celui de la bataille de Cannes (216 avant notre ère). On feint de laisser faire, laisser passer, puis les ailes se rabattent et l'on ramasse la mise. C'est relativement simple comme manœuvre. En l'espèce, l'État profond s'est plutôt montré bon stratège. Il a su saisir l'occasion. Après, saura-t-il mieux gérer sa victoire que ne le fit Hannibal il y a 2200 ans, l'histoire le dira. Quand on a gagné une bataille, on n'a pas encore forcément gagné la guerre. Personne, aujourd'hui, ne peut plus s'illusionner sur rien. C'est ce qui restera, je pense, de 2020. On ne va pas ici s'en plaindre. Mieux vaut voir la réalité en face que de s'imaginer des choses qui n'existent pas. La guerre continue donc, mais sur de nouvelles bases, à partir de nouveaux concepts. C'est aussi un point à considérer.

Prenons l'internet. Ce n'est pas en vain que l'internet a été inventé par les services spéciaux. Jusqu'ici c'était relativement simple, le policier se mettait devant son ordinateur, il relevait les noms et adresses. Mais si les réseaux sociaux sont censurés, les choses, forcément, deviennent plus compliquées. Soit l'on censure, soit

l'on espionne. On ne peut pas faire les deux choses à la fois. Ce que l'on gagne d'un côté, on le perd de l'autre. Les espions défendent bien évidemment leur poste de travail, mais de leur côté aussi certains censeurs ont les dents longues. Comme nous sommes en démocratie on finira bien par trouver un terrain d'entente: un peu de censure par-ci, d'espionnage par-là. Entre-temps les internautes auront peut-être fini par comprendre que l'Internet est pour eux un endroit risqué. Peut-être, même, tout bonnement, auront-ils appris à *s'en passer*. C'est aussi une possibilité.

On parle de l'Internet, mais on pourrait aussi évoquer le système électoral, les manifestations de rue (en France rendues impossibles, car réprimées dans la violence), d'une manière générale l'ensemble des outils traditionnellement associés à la démocratie. A partir du moment où l'on se rend compte que cela n'a *plus de sens* de les utiliser, eh bien, tout bonnement, on cesse de les utiliser, pour en utiliser d'autres mieux adaptés. Il n'y a pas d'ailleurs à les inventer, ils existent déjà et ont même souvent été utilisés dans le passé. Il suffit donc de se les réapproprier. C'est ce que devrait se dire l'État profond.

GIGANTOMACHIE

En attendant, il garde et veille à garder l'initiative. Les nouvelles claquent en rafale, c'est la «stratégie du choc» (Naomi Klein). Les décisions tombent, ça passe où ça casse. Non seulement l'État profond ne relâche en rien sa pression, mais le rythme

s'accélère. C'est le temps de l'urgence, on s'essouffle à suivre. L'offensive se développe également sur plusieurs fronts, cela va du passeport vert au fichage des individus en fonction de leurs opinions politiques et religieuses, en passant par la PPA, la suppression des expressions genrées dans les textes officiels (le cheval de bataille actuel de Mme Pelosi), etc. On pourrait évoquer Big Brother, mais Big Brother n'a jamais eu pour ambition de changer la nature humaine. Ou encore la guerre totale, sauf que l'expression est déjà ancienne: elle remonte à la première moitié du XXe siècle. Entre-temps un certain nombre d'étapes ont été franchies. On est *au-delà* aujourd'hui de la guerre totale. Très au-delà même. On pense en revanche à certains mythes grecs, ceux d'Hésiode en particulier: la gigantomachie, la guerre des dieux contre les géants. L'aspect moral est ici le plus important. L'enjeu est certes politique, mais aussi métapolitique. Et donc, contrairement à ce qu'on entend dire parfois, la ligne de front est assez nette. On n'a pas trop de peine aujourd'hui à distinguer l'ami de l'ennemi.

De la défense, il est volontiers dit qu'elle échange du temps contre de l'espace. Mais elle n'a rien ici à échanger, elle est le dos au mur. Encore une fois on s'adapte. Que fait-on quand on est le dos au mur?

BIBLIOGRAPHIE

- Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Leméac/Actes Sud, 2008.
- Hésiode, *La Théogonie*.



Passager clandestin

Washington: Nuit de Cristal ou Prise de la Bastille?

PAR-DELÀ LE FEU DE BARRAGE MÉDIATIQUE, L'ASSAUT CONTRE LE CAPITOLE NOUS POSE UNE QUESTION NUE ET SIMPLE: QU'EST-CE QUE LA DÉMOCRATIE? ET ACCESSOIREMENT, A-T-ELLE UNE PLACE DANS LA SOCIÉTÉ ACTUELLE?

La manifestation dans et autour du Capitole à Washington, le 6 janvier 2021, a donné lieu à une avalanche de réactions et de commentaires allant tous plus ou moins dans le même sens et pouvant se résumer à la formule suivante: «la démocratie bafouée».

A partir de là, on a comparé l'événement à la Nuit de Cristal et aux autres actions hitlériennes au moment de la montée du nazisme. De telles comparaisons se justifient-elles? La démocratie américaine a-t-elle été bafouée?

Pour s'en faire une idée, il importe de remonter aux sources du concept: en quoi consiste la démocratie?

Aujourd'hui, on assimile généralement ce terme à l'État de droit, aux droits de l'homme, au respect des institutions (parlement, tribunaux), au vivre ensemble dans un esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. C'est le discours actuel sur la démocratie. Il faut cependant s'empresse de préciser que celui-ci s'éloigne fortement du concept initial. A l'origine en effet, *démocratie* signifie «le gouvernement par le

peuple», mais pas n'importe quel peuple: en Grèce ancienne le *demos* est l'équivalent de la *plèbe* à Rome, c'est-à-dire les classes moyennes et populaires. La démocratie est donc la forme d'organisation politique dans laquelle le gouvernement est dans les mains de la plèbe.

Le terme *gouvernement* mérite lui aussi quelques précisions. Celui qui gouverne détient les leviers de commande du pouvoir de la communauté politique dont il a la charge. Car la démocratie n'est pas seulement affaire de participation et de représentation, mais aussi et surtout de *pouvoir*. En démocratie, le pouvoir appartient donc au peuple(plèbe) qui comme tel est le souverain. Comme exemple de cet exercice du pouvoir, rappelons les fameuses «sécessions de la plèbe» dans la Rome républicaine. Les classes plébéiennes constituant alors la force vive des légions, elles refusaient de s'enrôler et se retiraient sur le Mont Sacré ou sur l'Aventin pour obtenir les lois que le sénat ne voulait pas leur concéder. Disposant de facto du pouvoir militaire, elles s'en servaient politiquement, démontrant par là le fonctionnement très concret du pouvoir démocratique: pour se faire entendre il faut disposer d'un levier effectif.

Plus près de nous, à la fin du Moyen Age, c'est la formule «pas d'impôt sans représentation» qui permet d'établir la première forme de représentation parlementaire: la création de la Chambre des communes en Angleterre où propriétaires terriens

et bourgeois des villes contrôlent les taux d'imposition et les dépenses en échange de leur soutien au roi face à la noblesse. Là aussi, la participation démocratique est affaire d'équilibre des pouvoirs, de négociation et de marchandage. C'est à ce prix que les citoyens parviennent à se faire entendre.

On objectera sans doute à ce propos que la Révolution française a proclamé le suffrage universel et en a fait un droit de l'homme et du citoyen, posant ainsi la norme de gouvernement indépendamment de tout marchandage. La réalité historique est quelque peu différente. Le suffrage universel ne s'impose qu'au cours de la seconde moitié du XIXe siècle dans le cadre de la Révolution industrielle, au moment où les prolétariats européens sont indispensables au fonctionnement des outils de production industriels (mines de charbon, aciéries). Leur pauvreté et leurs conditions de vie souvent misérables font craindre aux gouvernants en place la menace du «grand soir». En d'autres termes, le suffrage universel s'impose aussi selon un marchandage proposant «les urnes contre la révolution». Ajoutons que les armées nationales et la définition d'un «ennemi héréditaire» ont également grandement contribué à ce marchandage: on a besoin des citoyens pour faire la guerre.

Démos, sécession de la plèbe, pas d'impôt sans représentation, les urnes contre la révolution, on est très loin du discours actuel sur l'État de droit,

les institutions et le citoyen-contribuable. D'où la question: aujourd'hui a-t-on encore besoin des citoyens des classes moyennes et populaires? Certainement pas pour faire la guerre (confiée à des professionnels et à des contractors), ni pour faire tourner les usines (délocalisées dans les pays émergents).

Pour en revenir aux États-Unis, c'est précisément cette situation qui a amené l'élection de Donald Trump en 2016. Appauvries par la délocalisation des industries, méprisées puis oubliées par les élites financières, endettées par les fameux prêts NINJA puis expulsées de leur logement au moment de la crise financière de 2008, comme la plèbe romaine, les classes moyennes et populaires américaines sont entrées en sécession contre un État où les décisions sont prises par les lobbies financiers et le complexe militaro-industriel. Souvenons-nous à cet égard du mouvement «Occupy Wall Street» des années 2011 et de «We are the 99 percent» qui demandaient tous deux la limitation du pouvoir des banques et du secteur financier, l'indépendance du pouvoir politique vis-à-vis de l'économie et la réduction

des inégalités sociales. Pas étonnant dès lors qu'avec des institutions politiques ainsi vidées de leur substance démocratique, la plèbe américaine ait occupé Capitol Hill comme la plèbe romaine occupait l'Aventin. Pas étonnant non plus que l'élection du tribun de la plèbe Donald Trump ait suscité tant de véhémence (et si peu d'analyse) dans la presse et les médias mainstream tant aux États-Unis qu'en Europe.

Autrement dit, si l'on cherche une comparaison dans l'histoire moderne, plutôt que la Nuit de Cristal, il faut beaucoup plus sûrement envisager la prise de la Bastille, symbole de la tyrannie et du despotisme royal.

- Bernard Wicht est privatdocent à l'Université de Lausanne où il enseigne la stratégie. Il est notamment l'auteur de *Citoyen-soldat 2.0* (2017) ; *Europe Mad Max demain? Retour à la défense citoyenne* (2013) ; *Une nouvelle Guerre de Trente Ans: réflexion et hypothèse sur la crise actuelle* (2012) ; *L'OTAN attaque: la nouvelle donne stratégique* (1999) ; *L'idée de milice dans la pensée de Machiavel* (1995).

Le magazine de l'Antipresse est une publication de INAT Sarl. Conception, design et réalisation technique: INAT Sarl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: [via le site ANTIPRESSE.NET](http://le.site.ANTIPRESSE.NET) ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

TURBULENCES

TRIBUNE · Censure du net: la grande hypocrisie

PAR ANNE-SOPHIE CHAZAUD

Les réactions saines de condamnation face à la censure totalement décomplexée qui s'abat sur les usagers dissidents des grandes plateformes du numérique (1), ne doivent pas masquer l'immense hypocrisie de la scène à laquelle nous assistons et dont nous sommes, en tant que citoyens libres, d'ores et déjà les victimes.

Entendre Bruno Le Maire ou Cédric O prendre des airs de vierges effarouchées pour fustiger le pouvoir trop grand des géants du Net pourrait donner envie de rire si ce n'était si grave.

Rappelons donc une nouvelle fois ce fait essentiel: ce qui est en train de se passer n'est rien d'autre que l'application de ce que tous les parlementaires, nombreux, qui ont voté la loi Avia, rêvaient de mettre en place.

Le projet était et demeure bel et bien de transmettre les clés de la censure, par pure hypocrisie et pour ne pas trop se salir les mains, à ces géants d'internet avec lesquels les gouvernements néolibéraux, mondialistes, antipopulistes et procommunautaristes partagent toutes les caractéristiques idéologiques.

C'est cette porosité idéologique qui permet l'entente entre ces gouvernances de riches geeks hipsters californiens et ces gouvernements profondément liberticides qui n'ont qu'une obsession: museler l'expression libre et souveraine des peuples.

Depuis quelques jours, de nombreux médias mainstream fustigent pareillement, en ahanant tous le même discours convenu, le «pouvoir des géants du net», sans jamais avoir le courage de remettre en cause la dimension véritablement politique et permise par le pouvoir politique, de cette censure.

Normal: tout d'abord, la plupart de ces médias touchent de grasses subventions et

n'ont guère intérêt à se montrer trop critiques à l'égard dudit pouvoir politique. D'autre part, la plupart d'entre eux touchent de l'argent directement de la part des Gafa dans leur pseudo chasse aux pseudo fake news: les checknews, decodex et compagnie sont en cheville financièrement avec ces Gafa et ces systèmes malsains ont été encouragés et promus par des programmes de l'Union européenne lors des élections européennes de 2019 (autant s'immiscer directement dans les processus électoraux, c'est plus clair) à grands renforts d'argent versé pour cela par ces grandes entreprises et autres intervenants transatlantiques y compris par la fondation Soros dont la rôle nocif, propagandiste, de déconstruction des souverainetés populaires n'est plus à démontrer.

Il règne donc dans le traitement public de cette affaire de maccarthysme néoprogressiste une immense hypocrisie: il s'agit d'une censure politique, souhaitée et rendue possible par le pouvoir politique. Les Gafa n'ont que le pouvoir qu'on leur accorde. Et la veulerie du monde médiatique pour dénoncer la véritable nature de cette censure est immense.

J'ai, par exemple, été longuement interviewée, à sa demande, par un grand magazine national que je ne nommerais pas, il y a quelques jours, sur ce sujet. Ne voyant rien venir au bout d'un certain temps, j'ai suis allée aux nouvelles afin de savoir où était publié cet interview. Il me fut répondu, dans une gêne manifeste, que l'entretien s'était avéré «trop politique», et qu'on aurait plutôt dû aborder les choses de manière «technique» (c'était le moment de ne pas rire...).

Heidegger et Bernard Stiegler ont dû se retourner dans leurs tombes: comme si la question était technique. Comme si les techniques mises en place pour exercer la censure n'étaient pas d'abord et avant tout décidées par des humains poursuivant des

buts politiques et idéologiques! Et surtout, surtout, ne pas dénoncer la grande hypocrisie politique française sur le sujet non plus que la complicité active des principaux médias mainstream dans toute cette affaire. Dernier point: plus les heures passent et plus je constate d'une part la fermeture de comptes à tire-larigot, mais aussi la fuite volontaire d'usagers dégoûtés par ces pratiques.

Il se pourrait bien que cette censure massive soit l'erreur de trop, celle qui va en réalité marquer la fin du règne de ces Gafa. De plateformes libres, ils sont devenus de simples éditeurs propagandistes comme les autres, et cela n'intéressera plus les citoyens qui iront désormais chercher leur liberté progressivement ailleurs.

Enfin, je le redis, l'enjeu pour nous en France est le contrôle de la libre expression dans le cadre de l'élection présidentielle de 2022. Cette censure en cours représente peut-être une chance: celle pour les citoyens français de se préparer à transférer leurs agoras de débat public ailleurs, là où ils se seraient sinon fait piéger.

Il se pourrait bien, pour finir, que la vraie dissidence trouve désormais à s'exprimer en revenant à la bonne vieille imprimerie et aux réunions de citoyens dans la vraie vie (pour peu qu'on parvienne à reconquérir cette liberté qui a elle aussi été confisquée sous prétexte sanitaire), laquelle échappe à toutes les manipulations technologiques.

En attendant, se servir de la force adverse pour avancer, ce sera la moindre de nos ironies.

- ✧ Anne-Sophie Chazaud est essayiste et chroniqueuse, auteur de *Liberté d'inexpression*, paru en septembre 2020 aux éditions de l'Artilleur.

RECONQUÊTE - Greater Reset, la révolution d'en bas

A ne pas manquer, un film et une initiative qui paraît intelligemment coordonnée au niveau global.

Le documentaire antitotalitaire «*The New Normal*» annonce une conférence mondiale autour du GREATER RESET, la révolution des gens. L'initiative se fonde sur trois valeurs élémentaires:

- ✧ liberté individuelle
- ✧ autonomie corporelle
- ✧ droit au choix!

Inscription sur le réseau de communication P2P *Freedom Cells*, dont le but collectif est *l'affirmation de la souveraineté de ses membres par la résistance pacifique et la création d'institutions alternatives.*

COVID-19 - La tyrannie sanitaire devient la loi!

L'état d'urgence sanitaire (EUS) est un cadre législatif spécifique créé en France par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de COVID-19. Ce régime de police administrative spéciale, inspiré de la loi du 3 avril 1955, est censé avoir été adapté aux spécificités d'une catastrophe sanitaire. L'EUS dote l'autorité administrative de pouvoirs exceptionnels et donne compétence au Premier ministre et au ministre chargé de la santé pour prendre par voie d'ordonnance des mesures de police administrative et sanitaire. En 2020, quatre lois ont été promulguées en France autorisant le pouvoir réglementaire à déroger aux règles de droit commun et élargissant le périmètre des droits et prérogatives attachés à l'état d'urgence sanitaire. Ces lois menacent un certain nombre de libertés fondamentales garanties par la Constitution: liberté d'aller et de venir, droit au respect de la vie privée, liberté d'entreprendre, droit d'expression collective des idées et des opinions.

Le projet de Loi n°3714, présenté par le Premier ministre le 21 décembre 2020 en procédure accélérée, vise à instituer un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires et appliquer les mesures mises en place dans la lutte contre la COVID-19 à toute nouvelle crise sanitaire. Ce projet de

loi porte un assemblage de deux types de mesures dont les contours sont flous: des mesures de police administrative ou "police sanitaire" qui relèvent en droit commun de l'autorité judiciaire et des mesures spécifiquement sanitaires. Le Premier ministre pourrait notamment **"subordonner les déplacements des personnes, leur accès aux moyens de transports ou à certains lieux, ainsi que l'exercice de certaines activités à la présentation des résultats d'un test de dépistage, au suivi d'un traitement préventif, y compris l'administration d'un vaccin, ou d'un traitement curatif"** (disposition N°6 du projet de loi). Rappelons que la définition d'un "traitement préventif ou curatif" inclut aussi bien les vaccins que les médicaments. En d'autres termes, le ministre de la santé pourrait rendre obligatoire la prise d'un médicament ou une vaccination, imposer un passeport intérieur sanitaire et enregistrer la liste des personnes refusant de se soumettre à ces mesures. Le projet de loi étend en effet aux "situations sanitaires particulières" **des systèmes d'information, de traitements et de partage de données à caractère personnel, pouvant déroger au secret médical, sans le consentement des intéressés**. Certes la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017 a rendu la vaccination obligatoire en France pour onze maladies infectieuses mais il s'agissait d'améliorer la couverture vaccinale de la population contre des maladies parfaitement connues au moyen de vaccins qui ont fait, après de longues années d'utilisation, la preuve d'un rapport bénéfice/risque incontestablement favorable. Ce qui n'est pas le cas pour une pathologie virale émergente mal connue (mutations fréquentes) et dont les vaccins sont à ce jour insuffisamment évalués.

En matière de contraintes administratives pesant sur les soins, il convient de rappeler que la prescription d'hydroxychloroquine par les médecins généralistes dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 a été interdite par décret du ministre de la santé

Olivier Véran. Il s'agit d'un abus de pouvoir manifeste qui porte atteinte à la liberté de prescription des médecins. Aucune étude, si ce n'est celle du Professeur Didier Raoult, n'a répondu à la question de l'intérêt d'un traitement préhospitalier précoce au moyen de médicaments peu onéreux pouvant être facilement administrés sous forme de comprimés (et non sous forme injectable comme tous les traitements hospitaliers de la COVID-19). Le Pr. Raoult a déclaré qu'il se devait, en tant que médecin, de proposer un traitement aux patients infectés par le coronavirus et ne pas se contenter de prescrire du paracétamol en attendant leur hospitalisation. La décision du Conseil d'État italien sur l'hydroxychloroquine mérite d'être soulignée. Le 22 juillet 2020, l'Agence italienne du médicament (AIFA) avait également interdit aux médecins italiens la prescription hors-AMM de l'hydroxychloroquine dans la lutte contre la COVID-19. Les médecins italiens ont alors exercé de nombreux recours et mené des actions avec pétitions pour exiger le rétablissement de leur droit inaliénable de prescription. Par le biais de l'ordonnance 7097/2020 parue le 11 décembre 2020, le Conseil d'État italien a infirmé la décision de l'AIFA et autorisé la prescription par les médecins de l'hydroxychloroquine dans le traitement des infections à SARS-CoV-2 (COVID-19). L'ordonnance souligne que **l'incertitude sur l'efficacité thérapeutique de l'hydroxychloroquine n'est pas une raison juridique suffisante pour justifier la suspension de son utilisation sur le territoire national par des médecins**. Pour le Conseil d'État italien, **le choix d'utiliser ou non l'hydroxychloroquine, en situation de doute et de divergences dans la communauté scientifique, doit donc être confié à l'autonomie décisionnelle et la responsabilité de chaque médecin, en science et conscience, et avec le consentement éclairé de chaque patient**. Cette autonomie décisionnelle repose non seulement sur des données scientifiques

mais également sur l'expérience de chaque médecin et sur la demandé éclairée de son patient. Les avis d'experts (souvent auto-proclamés) ou des articles scientifiques (parfois frauduleux) ne sauraient limiter son droit de prescription. Rappelons que l'avis d'expert est reconnu par l'ensemble de la communauté médicale internationale comme **le plus faible niveau de preuve** pour apprécier la validité d'une information médicale.

Le projet de loi n°3714 vise donc à transformer un régime juridique d'exception, par essence transitoire, initialement créé pour lutter contre la COVID-19, en **régime pérenne de droit commun applicable à toute crise sanitaire**. Il s'agit d'un cheval de Troie pouvant cacher une cohorte de mesures arbitraires qui ne pourront pas être contrôlées ni évaluées efficacement par le Parlement. Nous assistons à une tentative de création d'un état d'urgence sanitaire pérenne ou reconductible par tacite prorogation. Aucune mesure ne vise à pallier de façon adéquate les insuffisances de notre système de soins cruellement révélées à l'occasion de cette pandémie. Depuis le début de cette crise, les autorités de notre pays ont cherché à étendre leurs prérogatives de police sanitaire bien plus qu'à proposer des réformes urgentes et appropriées d'un système de soins déliquescents. L'exemple des médecins italiens nous rappelle qu'il faut savoir se battre pour la défense de droits fondamentaux. Réveillons-nous!

- * Une apostille du **Dr Patrick Barriot**, expert en armes de destruction massive (12.1.2020).

LISEZ-MOI ÇA! - «Moscou-sur-Vodka» de Venedict Erofeiev

Ce qu'il apporte. « Moscou-sur-Vodka », c'est la version russe et beatnik de la « Nausée » de Sartre, mais avec de la vie, de l'alcool et un vrai prolétariat. Sur presque deux cent pages, des entrailles d'Erofeiev

surgit une poésie d'illusions, pour la plupart perdues, et d'intense et monumentales cuites.

Au rythme du « Sur ce je bus » de Venitchka/Erofeiev et du voyage en train, de Moscou à Petouchki, afin d'aller voir sa fiancée, synchronisent et donnent le mouvement au récit.

Les comas éthyliques à répétition agissent comme une catharsis, où chaque lendemain sonne l'aube de l'humanité.

On boit autant pour son salut que pour sa perte. Se saouler est un rite quasi religieux et des plus intimes. L'alcool éveille la mélancolie, ce mal du siècle, mais cimente, certainement, l'homme avec sa croyance. L'auteur s'adresse, régulièrement, tout au long du récit, aux anges. Dans « Moscou-sur-Vodka », de la fange naît l'ange. Comme le sacré, du profane.

Venitchka est un anti-héros, à la marge, qui plaide comme mode de vie une certaine lâcheté de l'existence, ce qui bouscule les stéréotypes de l'homme soviétique. Pourtant, cela ne l'empêche pas d'être proche des idées révolutionnaires originelles, tout en appelant de ses vœux une Révolution du cœur et vitupère le Fric-Roi.

Il mourra poignardé, en bout de course.

Ce qu'il en reste. Ce livre est unique à tout point de vue. Unique parce que seul livre (en tant qu'oeuvre achevée) de l'auteur mais aussi livre inclassable. Même chargé de références littéraires, politiques et musicales, Vénédict Erofeiev demeure, malgré tout, intrinsèquement proche du peuple russe, qu'il aime et qu'il décrit avec respect et attention. Ce récit est un long poème postmoderne qui, publié en 1969, se démarque de la tradition littéraire soviétique. En effet, on est à mille lieux du « réalisme socialiste ».

A qui l'administrer ? Trop peu connu en Occident, et pourtant mythique, Erofeiev est un auteur culte pour qui veut se débarrasser des stéréotypes et des lourdeurs sociales. + Vénédict Erofeiev, *Moscou-sur-*

Vodka, Alain Michel, 2018. Une suggestion de **Patrick Gilliéron Lopreno**.

WHATSAPP - Naufrage et sauve-qui-peut

Les messageries Signal et Telegram ont sablé le champagne la semaine dernière. Principale cause de cette migration: les changements apportés à la politique de confidentialité de WhatsApp.

WhatsApp a publié une mise à jour de sa politique de confidentialité le 4 janvier. Bien que WhatsApp ait toujours partagé certaines données avec sa société mère, Facebook, les utilisateurs avaient auparavant la possibilité de refuser ce partage. Avec la nouvelle politique, ils n'auront plus le choix.

L'application est passée en mode gestion de crise après ce retour de bâton. Elle indique clairement que les messages sont cryptés et que la mise à jour ne concernera que «les changements liés à la messagerie d'entreprise sur WhatsApp, qui est facultative, et fournira une plus grande transparence sur la façon dont nous recueillons et utilisons les données».

Tardive et maigre reculade! Signal a vu environ 7,5 millions d'installations dans le monde entre le 6 et le 10 janvier, soit 43 fois plus que la semaine précédente. Pendant ce temps, Telegram a vu 5,6 millions de téléchargements dans le monde au cours de la même période. Le 12 janvier, Pavel Durov (@durov), le fondateur de Telegram, annonçait avoir engrangé 25 millions de nouveaux clients en 72 heures et dépassé le demi-milliard d'utilisateurs. Cela tombait bien: Telegram venait d'annoncer sa monétisation...

Les médias branchés ne voient que la bourde de Whatsapp à l'origine de ce petit séisme. Il ne fait aucun doute cependant que la censure de Donald Trump par Twitter et Facebook a créé une vague de méfiance vis-à-vis des géants de la Silicon Valley et initié une migration vers les solutions «russes», VK et Telegram. Quant au succès de Signal, spécifiquement, un tweet

laconique d'Elon Musk n'a certainement pas peu aidé: «Utilisez Signal.»

MARQUE-PAGES - La semaine du 10 au 16 janvier 2020

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Les enfants de droite au goulag! La trum-pohobie atteint des sommets aux USA et ailleurs, mais les propos de Michael Beller seront difficiles à surpasser. Piégé à la veille des élections, Beller livre un credo digne des Khmers rouges, considérant ses compatriotes comme de foutus crétiens, proposant de jeter des cocktails Molotov sur la Maison Blanche si Trump l'emportait.

«...nous irons chercher tous les électeurs républicains et la Homeland Security, emportera leurs enfants. Et nous les mettrons dans des camps de rééducation. En ces temps, je veux dire, uniques, Trump est proche de Hitler.»

Non, Michael Beller n'est pas un agitateur antifa. Il est le principal avocat de la chaîne de télévision grand public PBS, financée en partie par l'argent public. Sa confession a été divulguée par la redoutable équipe de Project Veritas, l'une des plateformes d'enquête les plus percutantes du moment. (Aux dernières nouvelles, le bavard Beller a été viré.)

En rade! On peine à le croire, mais la France a réussi à outsourcer la fabrication des moteurs de secours de ses sous-marins nucléaires à une entreprise étrangère. Or MAN, propriété de Volkswagen, en bonne logique libérale, a décidé de dégraisser fortement sa production. Ne reste plus à M. Macron® qu'à commander des rames et des voiles aux Chinois.

Drôles de souches... Plus la Grande-Bretagne vaccine, et plus le virus se répand! Pas mieux en Israël, champion du monde de la vaccination de masse... qui est justement aussi victime de la souche britannique! Mais pourquoi les Arabes israéliens, réticents à la vaccination, sont-ils beaucoup moins

contaminés que les juifs disciplinés et volontaires? Gilad Atzmon, les deux yeux grands ouverts, voit de troublantes corrélations et déclare: «Cobayes de tous les pays, unissons-nous!»

Dans l'état actuel des choses, il est difficile de nier la possibilité d'une corrélation entre la vaccination de masse et une forte hausse des cas de Covid-19 en Israël et en Grande-Bretagne. Il est difficile de nier le fait que les Arabes israéliens qui, dans l'ensemble, évitent le vaccin, se portent bien mieux que les juifs orthodoxes qui semblent croire en Pfizer dur comme fer.

Arrêtez-le, quelqu'un! Sur un ton inhabituellement désagréable dans la culture si feutrée de la politique suisse, l'UDC — premier parti du pays — a exigé l'*impeachment* du ministre de la santé Alain Berset sur le dossier Coronavirus. On lui reproche ni plus ni moins qu'une noire incompétence. > «...on ne dispose toujours pas en Suisse de statistiques et de données fiables constituant une base de décision solide. Au lieu de faire avancer les choses dans ce domaine, le conseiller fédéral Berset préfère jouer au yo-yo avec l'économie, exiger des concepts de protection pour ensuite les lever, imposer au rythme hebdomadaire des fermetures et réouvertures et pousser ainsi à la ruine des dizaines de milliers de personnes. **Le**

Conseil fédéral in corpore doit retirer ce dossier des mains d'Alain Berset.»

Tableau d'ensemble. Dans son incontournable point de situation du 16 janvier, le général Delarue livre un *Bilan social et sociétal 2020 pour la France* qui souligne la singularité de ce pays dans le mauvais traitement du Covid-19. Les chiffres globaux continuent de mettre en évidence le «ciblage» de cette pandémie sur le monde occidental. Incohérences et absurdités s'enchaînent, cependant que la maladie est pratiquement éradiquée en Asie et maîtrisée en Russie. Dans une Europe en état de siège, la statistique dénote surtout le bien-fondé du non-confinement biélorusse (166 morts par million).

Vent de liberté. L'initiative «non à la loi contre le terrorisme», soutenue par les jeunes Verts, la Jeunesse socialiste, les jeunes Vert'libéraux et le Parti pirate, a récolté 140'000 signatures, soit presque trois fois le nombre nécessaire pour que le référendum ait lieu. Les Suisses vont donc pouvoir voter sur la nécessité d'une restriction de la liberté individuelle s'étendant jusqu'aux enfants (!) au nom d'une menace jusqu'ici très hypothétique. > «Une formulation absurdement vague de la loi peut transformer n'importe quel citoyen en une menace terroriste», a avancé Jorgo Ananidis, président du Parti pirate.

Pain de méninges

LE GÉNIE DE L'ÈRE DU VIDE

Picasso est mort. Les journaux en font l'égal de Michel-Ange, de Goya, de Vélasquez. Négligeant ainsi une différence décisive. Picasso était peut-être une sorte de génie; mais le génie d'une époque dont le noyau est du vide.

— Philippe Jaccottet, *Semaison*.

PHOTOBIOGRAPHIE PAR SLOBODAN DESPOT



Le règne animal. Saint-Pierre-de-Clages, 7.1.2021.

Pendant que nous débattons de l'avenir du monde, ils se cherchent une couche bien douillette et font trois tours sur eux-mêmes avant de s'y poser. Pendant que nous poussons le trop-plein avec un digestif, des rêves d'aventures font bouger leurs pattes. Pendant que nous regardons au dehors avec appréhension, ils s'étirent, bâillent et se réenroulent pour une partie de ronflette. Et pendant tout ce temps, nous en sommes sûrs, ils nous surveillaient.

/iPhone XS/